

ÉDUCATION NATIONALE

grève

la phrase

« Certains professeurs ont rendu leurs palmes académiques, tant ils sont révoltés. »

Philippe Spielmann a souligné une indignation inédite dans l'Éducation nationale. « J'espère qu'on me remettra la médaille un jour pour, que je puisse la rendre illico... » De l'humour, malgré tout !

le chiffre

60 %

C'est le pourcentage de grévistes, hier, à Longwy, dans l'Éducation nationale. Une journée plus suivie que la manifestation régionale de janvier.

Premières estimations

Les fermetures de classes et les suppressions de postes sont arrivées en Comités techniques pénales (CTP). Si le second degré (lycée et collège) est déjà fixé sur son sort, le premier degré ne peut se fier qu'aux bruits de couloirs pour le moment. Voici une estimation non exhaustive des établissements touchés :

- Écoles sur Longwy : Bourgnone (deux classes), Dartin (une classe), Chadelle (pas d'ouverture de classe et augmentation des effectifs prévus pour la prochaine rentrée), Pulventoux (risque lié à la fusion réalisée l'an dernier)

- Écoles sur le Pays-Haut : Rehon centre, Lexy (une maternelle), Villers-le-Montagne (une classe), Haucourt (gros doute sur l'école de plein air, spécialisée dans le handcap), Longville (une maternelle), Herseange (école des Quatre vents)

- Les lycées : Darche (un poste et suppressions du CAP polyvalent de restauration), Reiser (cinq postes), Mézières (vingt postes, suppression des filières outillage et maintenance, et du BTS Réalisation d'ouvrage)

- Les collèges : Lebrun (deux classes), Villersrupt (le Segge perd une division), Herseange (fusion des classes pour certaines études linguistiques)... Anatole-France de Mont-Saint-Martin : ouverture d'une classe.

Suppressions de postes : le mouvement s'amplifie

Hier matin, les acteurs de l'Éducation nationale étaient réunis à l'IUT de Longwy, pour la première journée de grève contre les suppressions de postes. Premier degré, second degré, élus, parents d'élèves : la grogne monte.

Brouhaha ambiant et cartables en pagaille : les bancs de l'IUT de Longwy étaient pleins hier matin. Tout semble habituel, à ce détail près que les étudiants sont instituteurs, professeurs, parents d'élève ou élus locaux. Derrière le bureau, Philippe Spielmann, représentant syndical du premier degré (SNEP), appelle au calme pour commencer la réunion. L'ordre du jour de l'assemblée générale est chargé, pour cette première journée de grève.

L'origine de la colère des profs remonte au vote de la loi de finance fin décembre 2010. Dans la droite ligne des RCP (révisions générales des politiques publiques) lancées en 2007, plus de 840 postes vont être supprimés dans l'académie lorraine, et 16 000 au plan national.

« On nous parle constamment de moyennes fourre-tout, il faut que l'on réponde avec des chiffres réels », interpelle M. Spielmann. Dans la salle les voix se lèvent, chacun donne des chiffres pour son établissement (Lire ci-contre). Ce ne sont que des prévisions officieuses, mais l'évaluation est impressionnante. Longwy, Rehon, Lexy, Herseange... chaque commune est touchée.

Serge De Carl, maire de Mont-Saint-Martin, « touché en tant qu'instituteur », met en évidence « la crise de la qualité du service public. Si on répond chiffres pour chiffres, on rentre dans leur jeu. Ce qui



Après l'assemblée générale organisée dans la matinée à l'IUT de Longwy, une soixantaine de personnes ont pris le bus direction Nancy. *Illustration: J. BÉLÉ*

est encore plus grave, c'est la baisse globale de la qualité de l'enseignement que ça entraîne »

Derrière lui, une conseillère d'éducation illustre, évoquant son expérience. « Je suis chargée d'intégrer des élèves handicapés dans le circuit scolaire. Je suis la seule à avoir reçu une formation pour ça. Les professeurs sont désespérés, ce n'est pas leur métier, et pourtant ils doivent le faire, faute de moyens ! »

La réalité du terrain

Du côté du collège Vauban,

récentement tourmenté par l'agression d'un professeur, on fait savoir « qu'il n'y a même pas de CPE, ni même d'assistante sociale ». Des carences qui ne favorisent pas la sécurité.

Une autre prof poursuit avec le problème des remplacements. « Au mois de janvier, on a eu six profs non remplacés dans mon établissement... et après on parle de sur-effectif dans l'Éducation nationale ! ». Philippe Spielmann en profite pour faire un parallèle percutant : « sur le droit de grève, on nous rate jamais avec la

continuité du service public. Mais quand c'est pour faire tourner l'école républicaine, c'est une autre histoire ! »

Dernier exemple, un instituteur s'empare sur l'explosion des effectifs. « À Chadelle, nous avons 34 élèves pour trois maîtresses... ». Le syndicaliste s'empare « il est temps de passer à l'offensive et de demander une ouverture de classe ».

Un débat public

Comment réagir face à cette situation que les enseignants qualifient de « monstrable » ?

Collectif du Pays-Haut : rédiger un livret blanc

Le collectif du Pays-Haut a été créé en 2010, suite aux manifestations de Brier, déjà dans le cadre des suppressions de postes. Il regroupe des enseignants, des responsables politiques du Pays-Haut et des parents d'élèves, afin de donner du poids à la défense de l'Éducation nationale.

« Le collectif est né de l'impulsion des responsables politiques de gauche », explique Marie-Claude Boninogna, professeur d'économie au lycée Alfred-Mézières. « Rappeler tous les acteurs de l'Éducation nationale, indépendamment de leur titre ou de leur établissement, nous a permis de sauver des postes

l'an dernier. »

Cette année encore, le collectif devrait jouer un rôle de premier rang. « Nous prévoyons la rédaction d'un livret blanc, qui fera un état des lieux concret de la situation de l'école dans le Pays-Haut, lors des discours porte-portout », annonce Philippe Spielmann. Enfin, le RCP, très présente au sein du collectif, appelle « plus que jamais à la mobilisation des parents ! », selon les souhaits de Mme Lardinet et Mme Lacchini.

Contact : p.spielmann@wanadoo.fr

D. Lacchini : tél. 06 11 70 29 55.



L'année dernière le comité du Pays-Haut s'était mobilisé pour sauver des postes d'enseignants. *Photo: G. BÉLÉ*